

L'UE en roue libre, Trump change d'avis et Poutine monte la pression

Le Dr Gilbert Doctorow aborde la question de l'Union européenne qui enfreint ses propres règles et le droit international, les revirements répétés de Trump, ainsi que l'escalade probable de Poutine dans un avenir proche. Le nouveau livre de Gilbert Doctorow, « War Diaries. Volume 1 : The Russia-Ukraine War, 2022-2023 », est désormais disponible sur Amazon : <https://www.amazon.com/War-Diaries-Russia-Ukraine-2022-2023/dp/B0F9VK1WM2> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui Gilbert Doctorow, historien, analyste des affaires internationales et auteur de « War Diaries: The Russia-Ukraine War ». Merci d'être revenu dans l'émission. Comme toujours, l'actualité arrive à toute vitesse. Alors que la guerre en Ukraine semble toucher à sa fin, nous assistons à de nombreux développements soudains et spectaculaires. Il y a eu le discours de Zelensky, où il a plus ou moins exigé la capitulation de la Russie. L'Union européenne a pris de nouvelles mesures importantes pour légaliser la saisie des avoirs russes et les bloquer. Et nous voyons les négociations entre l'UE et les États-Unis se poursuivre, semblant aboutir à un consensus très étrange autour de certaines — disons-le — exigences absurdes, qui ne seraient jamais acceptables pour les Russes, quelle que soit la manière dont on les envisage. Alors, pouvez-vous nous expliquer ce qui se passe ? Désolé, c'était une question très large, mais choisissez la partie que vous jugez la plus pertinente.

#Gilbert Doctorow

Eh bien, ce que nous avons vu ces derniers jours, c'est un revirement total de la position de Trump. Ses émissaires ont assisté à la réunion de la Coalition des volontaires à Berlin, présidée par Friedrich Merz, qui a été le plus fervent défenseur de la saisie des avoirs de l'État russe pour financer la guerre au cours des deux prochaines années. Étaient présents à la fois Gondolin, ainsi que Kushner et Witkoff, les émissaires de Trump. Et ils semblent avoir conclu un accord remarquable sur des conditions qui correspondent exactement à celles de l'Ukraine depuis trois ans, ce qui ramènerait la situation à celle d'avant février 2022 et rétablirait toutes les conditions préalables à la décision de la Russie d'entrer en guerre.

La situation territoriale, la présence de l'OTAN en Ukraine — le fait que, même si elle n'aurait pas de diplôme accroché au mur la déclarant membre de l'OTAN, elle le serait de facto. Et, pour ajouter l'insulte à l'injure, nous avons appris il y a un jour — je crois que c'était via Bloomberg — que les conditions permettraient une sorte de participation américaine de type Article 5 pour assurer la sécurité de l'Ukraine. Tout ce que M. Zelensky aurait pu demander a été approuvé par la Coalition des volontaires, en présence des émissaires de Trump, qui sont sortis de la réunion en disant : « Nous n'avons jamais été aussi proches de la paix », un point que Donald Trump lui-même a répété. Maintenant, quelque chose s'est produit. Ce n'est pas normal. C'est contraire aux lois de la gravité.

Je suppose qu'il y a quelque chose dont nous ne sommes pas pleinement conscients — une certaine agitation au Capitole à propos du conflit de Trump avec l'Europe concernant sa stratégie de sécurité nationale. Il semble qu'une sorte de révolte soit en cours, qui l'a forcé à changer complètement de position sur la guerre en Ukraine et à préparer une situation menant à un rejet russe de cette paix, ce qui présenterait les Russes comme les méchants perpétuant la guerre. Je ne pense donc pas qu'il s'agisse simplement d'un revirement de M. Trump parce qu'il est incohérent. Je pense qu'il y a une lutte plus vaste qui se déroule dans les cercles politiques de Washington, dont nous ne sommes pas pleinement informés, et qui explique cela. Mais le résultat final, du point de vue des Russes, est que M. Poutine a été placé dans une position ridicule.

Le ministère des Finances s'est révélé être le héros du jour, en particulier le dur à cuire M. Ryabkov, qui avait déclaré il y a trois semaines que toutes les possibilités de diplomatie étaient épuisées et que la situation se réglerait sur le champ de bataille. Pour cela, il a reçu bien plus qu'un simple avertissement : on aurait dit que lui et son supérieur allaient être renvoyés du ministère. Le ministère lui-même semblait promis à une réorganisation. Lavrov a disparu de la scène publique pendant plusieurs jours, et des rumeurs circulaient selon lesquelles il avait été limogé. Je pense que ces rumeurs avaient un fondement, et que la dispute a été violente. Ils se sont tous calmés, Lavrov a repris son poste, mais à présent, il semble que Ryabkov ait eu entièrement raison et que Poutine se soit complètement trompé.

Et je pense qu'il va y avoir un très grand changement dans les politiques de Poutine à l'avenir. À tous égards, les événements ont été stupéfiants. Mais il y a encore une chose que je veux aborder pour en discuter : ce qui se passe ici, dans la petite Belgique, la « souris du Seigneur ». Ce que nous avons ici est incroyable. Après toute la mise en scène de M. Orbán, que nous connaissons tous et que nous admirons pour son patriotisme et sa défense de la souveraineté européenne — pour avoir dit tout ce qu'il fallait dire — l'homme a voté du mauvais côté à chaque fois. Chaque fois que des sanctions étaient proposées, il votait toujours avec la majorité. Il ne faisait qu'extorquer diverses concessions économiques pour son pays.

Mais le fait demeure qu'il n'a pas prouvé sa valeur en tant que grand ami de la Russie. Ainsi, M. Orbán a été démasqué. Les autres camarades en République tchèque et en Slovaquie ont été démasqués eux aussi. Et, de nulle part, la Belgique vient sauver la situation. Dans le journal d'aujourd'hui, « Le Soir » — c'est un quotidien francophone avec le lectorat le plus important ici —

deux pages entières, les pages deux et trois, sont consacrées à la situation politique belge concernant les votes au Conseil européen qui auront lieu demain et vendredi sur l'expropriation et la confiscation des avoirs de l'État russe détenus chez Euroclear.

La position du journal — comme celle de tous les grands journaux en Belgique — est euro-atlantiste. Après tout, la Belgique abrite l'OTAN et d'autres quartiers généraux militaires à Mons, où la direction américaine est présente, et bien sûr elle accueille l'Union européenne, qui soutient pleinement l'Ukraine contre la Russie. Ils ont donc un fort intérêt politique à entretenir de bonnes relations avec ces organisations, qui donnent à la Belgique — et à Bruxelles en particulier — une place dans le monde. Mais malgré cette ligne éditoriale euro-atlantiste, ils ont fini par céder.

Ils ont réservé cet espace à ce qui se passe ici, et ils ne peuvent rien dire de négatif sur M. DeWever. Pourtant, ils admettent que tous les partis politiques de ce pays — de gauche comme de droite, du nord comme du sud — soutiennent DeWever. À ce que j'ai compris, demain matin à 8 heures, il y aura une séance spéciale de la Chambre des représentants de Belgique, où DeWever prendra la parole. Je crois qu'il a invité quelques membres de la Commission à assister à cela et à voir ce que l'ensemble du législatif belge dit au sujet de la confiscation des avoirs. Il va leur mettre le nez dedans. Avec cette position, nous savons avec une certitude absolue que DeCroo votera non. Mais qui d'autre joue dans cette partie ?

Depuis vendredi dernier, nous savions que l'Italie en ferait partie, soutenant DeWever, ce qui pèse lourd. Et puis, il y a les plus petits : Malte, la Bulgarie, et nos vieux amis la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie. Cela fait sept pays alignés sur la position opposée à la confiscation des avoirs. Il serait très difficile pour von der Leyen de passer outre sept pays sur vingt-sept. De plus, leur résistance est claire. DeWever ne peut pas reculer et rester en vie politique. Voilà donc la situation. La seule chose que l'Alliance du Front puisse faire pour rallier les Belges, c'est de satisfaire ses conditions, à savoir obtenir des garanties écrites des vingt-sept États membres qu'ils partageront le risque financier que la Belgique assume en libérant les avoirs gelés et en les rendant disponibles pour ce prêt, en substance non remboursable, à l'Ukraine en tant que garantie.

Je ne crois pas qu'elle puisse obtenir ces signatures. La France, je pense, s'y oppose. Il y aura donc des poids lourds contre l'idée d'un soutien unifié de l'UE pour ce risque. Cela ne lui laisse que l'unique alternative qu'elle a clairement énoncée : que les États membres de l'UE avancent eux-mêmes l'argent. Cela nous fait passer de l'illégalité de sa proposition à une procédure légale normale, où les chefs de gouvernement se rendent devant leurs parlements pour demander l'approbation de crédits budgétaires destinés à prêter à l'Ukraine. On peut dire que c'est presque voué à l'échec. Très peu de pays ont la capacité de prêter ou la volonté de risquer une révolte parlementaire contre une telle proposition, compte tenu de toute l'austérité qu'ils imposent à leurs propres populations au nom de la remilitarisation en cours ici en Europe.

Je ne crois donc pas que von der Leyen réussira, mais c'est une supposition. Je peux me tromper. Cette femme est un véritable moteur. Elle a une énergie immense, et il est évident qu'elle est

entourée d'assistants très déterminés qui l'aident dans cette tâche. Mais je pense que les chances ne sont pas de son côté. Et si elle échoue... alors la guerre se terminera, je dirais, à la fin du premier trimestre 2026, dans des conditions de faillite de l'Ukraine et de renversement de la bande qui dirige actuellement le pays. Ils fuiront pour sauver leur peau. Ils ne voudront pas signer la capitulation, et ce sera la seule issue : la capitulation. Voilà donc mon pronostic. Je comprends que je sois un peu optimiste après ces jours de véritable morosité, mais après avoir lu la réalité ici dans « Le Soir », je pense qu'il y a des raisons d'être optimiste.

#Glenn

En ce qui concerne l'Union européenne qui semble agir de manière incontrôlée et, disons-le, mettre de côté l'État de droit, elle a déjà franchi plusieurs étapes importantes. Von der Leyen a invoqué ces pouvoirs d'urgence, ce qui signifie que les États membres de l'UE n'ont plus à voter à l'unanimité tous les six mois pour renouveler les sanctions. D'après ce que j'ai compris, cette exigence est désormais suspendue, et les avoirs seront gelés de façon permanente — indéfiniment. Mais existe-t-il aussi un moyen pour l'UE de contourner toute approbation de la Belgique ? Car il semble que toutes les règles puissent être écartées. Ou bien, comme vous le suggérez, y a-t-il encore des raisons d'espérer que l'UE ne prendra pas ces décisions aussi radicales et autodestructrices que von der Leyen cherche à imposer ?

#Gilbert Doctorow

Eh bien, regardons le vote de vendredi. Les pouvoirs d'urgence n'étaient pas vraiment le point crucial. La Belgique, après tout, a voté oui pour mettre fin aux renouvellements semestriels. Pourquoi l'aurait-elle fait si c'était exactement le même principe que le vote qui aura lieu demain et vendredi ? Ce n'est pas la même chose. Ce qu'elle aurait pu dire, avec une certaine justification — et je suis sûr qu'elle l'a fait, car il y a certainement une langue de bois quelque part dans son équipe — c'est : nous devons faire cela pour nous assurer que M. Trump ne mette pas la main sur cet argent et ne l'utilise pas à d'autres fins que celles prévues. Et nous avons besoin d'une place à la table des négociations. Nous sommes maintenant exclus. Si nous adoptons cette mesure et que l'argent n'est accessible ni à la Russie ni à Trump, alors ils devront traiter avec nous.

Elle pourrait dire cela, et tout le monde pourrait répondre : « Oui, tu as raison », puis ils le feraient. Mais ce n'est pas la même chose que le vote prévu demain et vendredi, qui violerait le droit international. Le vote de vendredi dernier n'a pas compromis la propriété russe des actifs. Le vote de demain et de vendredi le ferait — si les avoirs gelés sont libérés et remis à une banque, eh bien, c'est fini. Vous pouvez argumenter autant que vous voulez, mais ont-ils été confisqués ou non ? Le contrôle de ces actifs par les Russes a été violé, et cela constitue la base d'une action en justice — que l'Europe perdrait probablement. Donc, je pense que le vote à venir au cours des deux prochains jours n'est pas affecté par ce qui s'est passé avec Rikard Wilk.

#Glenn

Eh bien, en même temps, nous voyons ces négociations, et elles me ramènent un peu aux quatre dernières années, car ce n'est pas la première fois que l'UE organise des pourparlers de paix. Mais dans toutes ces discussions, comme nous l'avons déjà vu, ils n'ont jamais réellement invité les Russes. Je veux dire, certains d'entre eux — comme les pourparlers de paix en Suisse — le président polonais a soutenu que la Russie est un pays composé de 200 nations captives qui devraient être libres, vous voyez, donc... Eh bien, ce n'est pas vraiment un sommet pour la paix quand on n'invite pas la partie russe et que la discussion porte sur la manière de démanteler leur pays. Mais encore une fois, ils s'assoient à la table. L'UE négocie avec les États-Unis. J'imagine que c'est un bon compromis pour les Européens, car ils veulent faire partie des négociations, mais ils ne veulent pas parler à la Russie.

Donc, je suppose qu'il est logique de négocier avec les États-Unis avant qu'ils ne se tournent vers la Russie. Mais l'accord qu'ils ont proposé — cette armée ukrainienne forte de 800 000 hommes que l'Occident devrait financer et reconstruire en temps de paix — ne ressemble pas du tout à une armée de temps de paix. Et il y aurait aussi des troupes européennes en Ukraine, avec de puissantes garanties de sécurité au titre de l'article 5. J'ai envie de dire que cela semble voué à l'échec, car, encore une fois, la Russie est entrée en guerre pour empêcher que l'Ukraine ne soit renforcée comme un proxy contre elle. Donc... maintenant qu'elle a gagné la guerre, le résultat serait que l'OTAN construise une armée de 800 000 hommes, armée de je ne sais combien de missiles pointés vers la Russie.

Oui, ça n'a aucun sens. Mais Zelensky a dit, tu sais, on a maintenant l'impression que les Américains, comme tu l'as mentionné, n'ont pas rejeté cette idée. Et Zelensky dit désormais que si la Russie ne l'accepte pas, les États-Unis doivent punir la Russie. Il y a des informations dans les médias américains selon lesquelles les Américains préparent des sanctions. Bien sûr, les Européens sont ravis, car si les États-Unis et la Russie entrent à nouveau en confrontation, ils espèrent que l'Amérique reviendra de leur côté et les entraînera encore plus dans cette guerre. Alors, qu'en penses-tu ? Comment expliques-tu cela — en dehors des querelles internes aux États-Unis ? Est-ce une manœuvre, peut-être, pour amener les Ukrainiens à accepter des choses comme l'absence d'adhésion à l'OTAN, ou est-ce simplement Trump qui devient un Biden 2.0 ?

#Gilbert Doctorow

Eh bien, voici le problème qui va se poser. En supposant qu'ils ne puissent pas financer l'Ukraine, et en supposant que l'Ukraine s'effondre au premier trimestre de 2026, il y aura un jeu de reproches : qui a fait tomber l'Ukraine ? Trump, en agissant comme il le fait maintenant, prépare le terrain pour dire : « J'ai tout fait. Je vous ai tout donné, y compris une garantie de sécurité, et ils ont coulé parce que vous, les Européens, n'avez pas su vous organiser et trouver l'argent pour poursuivre la guerre. » C'est donc la première étape des préparatifs du jeu des reproches après la chute de l'Ukraine. Je

ne vois aucune raison d'analyser en détail le langage de l'accord de paix approuvé lors de la réunion de lundi à Berlin. Je ne vois aucun autre objectif dans le langage, ni du côté allemand qui le dirige, ni de la part des émissaires de Trump qui le soutiennent. Le but était de saboter les accords de paix.

Et présenter les Russes comme les méchants qui ont saboté les négociations de paix. C'est essentiel pour d'autres discussions et affrontements qui se déroulent en dehors de ce dont nous parlons actuellement. Ce sont ces discussions qui alimenteront le jeu des reproches — et qui ont déjà commencé au Capitole — où Trump fait face à un nouveau projet de loi au Sénat visant à désigner les Russes comme un État soutenant le terrorisme, ce qui poserait vraiment des problèmes. Il mène donc ses propres batailles. Mais, pour les Russes, le résultat final est qu'il est totalement peu fiable — non pas à cause de ses particularités de personnalité, bien qu'elles soient nombreuses — mais parce qu'il subit une pression énorme et manœuvre pour préserver sa position avant les élections de mi-mandat, en essayant d'éviter d'être accusé d'avoir provoqué la chute de l'Ukraine.

#Glenn

Oui, ça se tient. Mais avec Trump, on ne sait jamais, parce qu'il joue toujours un rôle. Donc, il est difficile de dire si, encore une fois, l'accord qu'ils ont conclu avec les Russes n'est pas simplement une nouvelle manœuvre pour les tromper. Cela dit... que penses-tu que les Européens cherchent à faire, au juste ? Parce qu'en dehors de toute cette rhétorique sur une possible victoire de l'Ukraine et sur la Russie qui devrait payer des réparations, ils voient bien la même chose que nous. Ils savent que tout cela touche à sa fin. Maintenant, si j'étais conseiller de l'un de ces politiciens européens, je dirais : écoutez, l'Ukraine est condamnée — pourquoi ne pas appeler Moscou tout de suite et limiter nos pertes ? Après tout ce qui s'est passé — le renversement du gouvernement ukrainien, la construction de cette grande force par procuration contre la Russie — nous avons désormais participé à la mort de dizaines de milliers de Russes.

Nous voyons maintenant que tout le projet s'effondre, et une fois qu'il se sera effondré, la Russie pourra prendre ce qu'elle veut — et elle pourrait regarder vers l'Europe avec un certain esprit de vengeance. Il semble donc que ce soit le moment de limiter nos pertes, de conclure un accord, de mettre fin à toute cette affaire et de convenir d'un nouveau statu quo. Encore une fois, nous avons pris un pari énorme. Il n'a pas porté ses fruits. C'est un échec. Mais je ne comprends pas quel est le plan maintenant. Vont-ils simplement se retrancher et couler avec le navire sur ce coup-là ? C'est très étrange pour moi. Je ne comprends pas d'où viennent les Européens. Je comprends les Ukrainiens — c'est une défaite très humiliante ; ils veulent continuer à se battre. Je peux comprendre la position américaine, la position russe — mais comment donner un sens à ce que font les Européens ? Encore une fois, vous êtes là, à Bruxelles, au cœur du monstre, pour ainsi dire.

#Gilbert Doctorow

Eh bien, j'aimerais diviser ces gens en plusieurs groupes. Il y en a certains qui peuvent raisonner comme vous venez de le faire, et je suis sûr qu'ils le font. Cependant, ils ne sont pas assez

nombreux. Je pense que ce que Poutine a dit sur le faible niveau de confiance et d'éducation de trop nombreux premiers ministres et chefs d'État européens doit être pris en compte. Il y a des gens très stupides qui portent de grands titres — et ce n'est ni arbitraire ni un accident. Ils sont bien trop nombreux pour que ce soit un hasard. Je pense que c'est une conséquence directe de la structure de l'Union européenne et de la perte de souveraineté des États-nations, ce qui a abaissé le rôle des premiers ministres à un niveau très bas. Et ces personnes à ce niveau-là — leur seule promotion possible dans la vie sera d'intégrer les institutions de l'Union européenne. Donc, ils ne franchiront pas la ligne.

Je veux dire, regardez ici en Belgique. Qui avons-nous eu après qu'ils ont épuisé leurs possibilités dans la politique belge ? Le Premier ministre, Michel, et son ministre des Affaires étrangères de l'époque, Didier Reynders — tous deux issus du Mouvement Réformateur, le MR, basé à Bruxelles et francophone. Ils sont tous deux partis vers l'Union européenne : Michel est devenu président du Conseil européen pour cinq ans, et Didier Reynders est devenu commissaire à la justice sous von der Leyen. Et voilà — c'est la limite, on ne peut pas aller plus loin sur ce continent européen. On veut échapper aux pouvoirs très restreints que l'on a dans nos petits pays, et on se retrouve donc avec des gens très médiocres — médiocres selon les standards historiques. Des personnes de très faible qualité occupant ces hautes fonctions. Et je ne pense pas qu'ils soient capables des acrobaties mentales que vous venez de faire.

Il y a bien sûr quelques personnes qui ne sont pas stupides, mais surtout dans les grands pays. Mais elles ont leurs propres problèmes, qui les empêchent de suivre une logique rigoureuse. M. Macron en est un bon exemple. Il est incapable de suivre une logique, car il travaille au jour le jour simplement pour conserver le pouvoir et ne réfléchit plus de manière stratégique. Il n'a pas réfléchi stratégiquement lorsqu'il a convoqué ces élections anticipées. Il y a donc des problèmes même chez les personnes assez intelligentes : elles sont distraites par d'autres choses. Quant aux parfaits idiots, la Première ministre du Danemark en est un exemple. Pensez-vous qu'elle fasse l'exercice mental que vous venez de faire ? Moi non. Elle est enfermée dans ses positions idéologiques, et c'est tout.

#Glenn

Oui, c'est bien elle, si je ne me trompe pas, qui a dit que la paix pourrait être plus dangereuse que de poursuivre la guerre maintenant, parce que les Russes pourraient alors tourner leur colère contre nous lorsque la guerre prendra fin. Mais il y a quelque chose de vrai là-dedans. Je veux dire, aux dernières étapes d'une guerre, on a effectivement l'impression d'entrer dans une phase très dangereuse, car d'un côté, lorsque les Russes sortent victorieux, il arrive qu'on laisse la victoire nous monter à la tête — c'est-à-dire qu'on devient un peu plus affirmé, un peu plus audacieux. Mais bien sûr, il y a aussi des raisons stratégiques pour lesquelles ils pourraient se montrer plus audacieux. Quand ils étaient complètement empêtrés à combattre les Ukrainiens, ils ont laissé les Européens franchir essentiellement toutes les lignes rouges.

Vous savez, les Européens peuvent désormais parler ouvertement du fait qu'ils amènent la guerre en Russie. Donc, je m'attendrais à ce qu'il ne soit pas improbable que les Russes commencent à examiner, par exemple, les drones ou les avions volant au-dessus de la mer Noire — en choisissant des cibles que leurs planificateurs militaires et leurs sous-traitants utilisent pour frapper la Russie — et que les Russes commencent à les abattre. En même temps, bien sûr, alors que les Russes pourraient se préparer à exercer une pression un peu plus forte sur les Européens — et on le voit dans la rhétorique — les Européens estiment eux aussi devoir intensifier leurs efforts, car leur proxy est en train de perdre. Ils pensent donc devoir sauver la situation en l'escaladant. Il semble simplement que c'est le moment d'un affrontement, alors que nous montons les échelons de l'escalade sans que personne ne soit vraiment aux commandes. Vous voyez cela aussi, ou bien est-ce que...

#Gilbert Doctorow

Je pense que le président Poutine n'a pas d'autre choix que de poursuivre l'escalade. Comme je l'ai dit, son pari sur Trump s'est mal terminé. Sans entrer dans la personnalité de Trump ni dans toute la pseudo-psychanalyse amateur que les médias lui appliquent, cela n'a tout simplement pas fonctionné — pour des raisons probablement indépendantes de la volonté de M. Trump — et cela n'a certainement pas produit les résultats que la Russie était en droit d'attendre. Cela place M. Poutine dans une position embarrassante et soulève la question de savoir combien de temps encore le programme « en douceur » peut continuer. D'ailleurs, il n'a pas été si doux que cela au cours de l'année écoulée, pour être franc. Comme nous le savons, l'infrastructure énergétique ukrainienne est presque détruite.

Les Russes ont été plutôt désagréables au cours des six à neuf derniers mois. Mais malgré tout, ils n'ont pas frappé là où ça fait le plus mal. Ils n'ont rien fait pour détruire l'Ukraine. Ils le peuvent, et ils le devraient. Vous avez mentionné très aimablement le premier volume de mes mémoires — mes journaux de guerre — publié en mai. Je pense qu'en janvier, ou au plus tard au début février, le deuxième volume sortira pour 2024. Je suis en train d'y apporter les dernières retouches, en relisant mes notes de journal d'octobre 2024. Et je me dis : « Ah oui, les Russes avancent très bien maintenant, à un rythme plus soutenu. Je pense qu'ils prendront Pokrovsk dans deux ou trois jours. » Octobre 2024. Vous savez quand ils l'ont prise ? Le 25 octobre.

Nous avons tous mal évalué la rapidité de l'avancée russe. Même maintenant, les Russes ont pris la plupart des positions fortifiées majeures, et certains disent que ce sera une percée nette jusqu'au Dniepr. Je n'y crois pas une seconde. M. Poutine n'a pas deux ou trois ans pour y parvenir. Maintenant que sa politique d'accommodement s'est révélée erronée, il est grand temps pour lui d'emprunter la voie dure et de faire ce qu'il faut faire — en finir avec l'Ukraine dès maintenant. Il y a beaucoup de gens à la périphérie du Kremlin qui prônent cela. Ce que je fais ici, c'est répéter ce qu'ils disent. Je ne leur donne pas d'idées ; ce sont eux qui m'en donnent, des idées qu'ils répètent à la télévision depuis des mois : bombarder Kyiv et en finir.

#Glenn

Je pense qu'il est important que les gens comprennent qu'à Moscou, le principal argument contre une montée de l'escalade — contre le fait que la Russie enlève les gants — était qu'ils faisaient quelques progrès diplomatiques avec les Américains. Mais avec ce nouveau développement, cela va clouer le cercueil de tous ceux qui défendaient cette position. Tout l'argument selon lequel ils ne devraient pas intensifier le conflit semble désormais mort-né. Et ces attaques contre les navires commerciaux russes aussi, surtout en mer Noire — je ne pense pas que suffisamment de gens en Occident mesurent à quel point cela alimente la colère.

Parce que, encore une fois, quoi que fassent les Ukrainiens, nous savons qu'ils reçoivent une aide de l'Occident. Mais en plus, les Européens disent essentiellement exactement ce qu'ils veulent : nous devons viser davantage l'infrastructure énergétique russe. Nous voyons donc des attaques ukrainiennes contre des installations énergétiques russes. Maintenant, nous voyons les Européens dire qu'il faut s'en prendre à la soi-disant flotte fantôme des Russes. Et maintenant, encore une fois, apparemment, les Ukrainiens visent des navires russes. Je veux dire... et si l'on regarde leur réaction, ils ont intensifié leur agressivité, surtout contre Odessa. Là-bas, les lumières sont éteintes maintenant.

Et cela ne m'étonnerait pas qu'il y ait actuellement à Moscou des gens qui soutiennent qu'ils ne peuvent pas se permettre de laisser Odessa coincée dans une Ukraine d'après-guerre. Encore une fois, c'est un argument très difficile à faire valoir en Occident, car ici, les gens se sont convaincus que Poutine est un dictateur qui décide de tout seul. Mais il y a beaucoup de pression qui monte à Moscou sur la manière de réagir à cette situation. Je suppose que ma dernière question est la suivante : que voyez-vous les Russes faire maintenant ? Vont-ils chercher une victoire militaire totale sur le champ de bataille ? Odessa est-elle déjà dans leur ligne de mire ? Comment voyez-vous cela ?

#Gilbert Doctorow

Odessa est dans leur ligne de mire. Mais je pense qu'il y a quelque chose qu'ils peuvent faire qui serait moins exigeant en termes de main-d'œuvre et qui répondrait aux questions que tu as soulevées il y a une minute — les attaques contre leurs navires en mer Noire. Ils peuvent abattre les avions espions britanniques qui fournissent des informations de ciblage aux Ukrainiens. Ils le peuvent, et ils le devraient. La Grande-Bretagne doit recevoir un message. Ils ont été les meneurs de toute la guerre contre la Russie. Ils restent les chiens d'attaque — pas les chiens dociles qu'ils étaient sous Tony Blair. Ce sont les chiens d'attaque. Et ils font voler des avions au-dessus de la mer Noire, dans les eaux internationales, et alors ? Si les Russes abattent certains de ces avions, le message sera reçu à Londres.

Et ils rentreront dans leur coquille. Cela aura un grand impact sur la question des attaques contre la navigation commerciale russe en mer Noire. Comme je le dis, il y a des choses que les Russes

peuvent faire qui sont provocatrices, mais pas aussi spectaculaires que la prise de la ville d'Odessa — ce qu'ils feront de toute façon. Cela arrivera. Je ne crois pas qu'Odessa restera entre les mains des Ukrainiens lorsque ceux-ci capituleront finalement. Ce sera une partie de l'accord de capitulation. Ils perdront l'accès à la mer Noire. Mais cette action moindre aura un impact immédiat sur le problème des attaques contre Novorossiïsk, des attaques contre ces pétroliers, et ce sera très bénéfique.

#Glenn

Vous savez, quand les gens repensent à la Première Guerre mondiale, ils demandent toujours : « Comment ont-ils pu avancer en somnambules vers une telle catastrophe ? » C'était prévisible — mais c'est tout aussi incroyablement prévisible de voir où nous allons maintenant. Tous ces facteurs d'incitation s'accumulent pour pousser la Russie à réagir et à riposter contre l'Europe. C'est presque comme si certains dirigeants européens le souhaitaient en réalité, car ils pourraient alors dire : « Eh bien, voilà, regardez. » Après avoir passé des mois à monter de faux dossiers sur des drones russes autour des aéroports et toutes sortes de fausses alertes, ils auraient enfin une véritable preuve pour justifier leur discours belliciste. C'est toute cette illusion, je pense, du contrôle de l'escalade — l'idée que si des coups de feu sont tirés et qu'il y a un affrontement direct avec les Russes, ils pourront d'une manière ou d'une autre maîtriser la vitesse à laquelle la situation dégénère. Et je ne crois pas qu'ils mesurent à quel point cela pourrait très vite se transformer en une guerre d'un tout autre genre.

#Gilbert Doctorow

Je ne le comparerais pas à la Première Guerre mondiale, car à l'époque, les camps étaient de force égale. Ils étaient tous deux fortement militarisés et attendaient que cela éclate. L'Europe aujourd'hui — eh bien, l'arsenal existe, ils discutent, ils travaillent, ils dépensent des dizaines de milliards de dollars pour compenser vingt ans de sous-investissement dans leurs armées. Mais s'ils entraient en guerre maintenant, en prenant les actions agressives de la Russie comme casus belli, ils seraient écrasés. Donc, ils n'oseront pas réagir. Nous n'allons pas voir une guerre mondiale éclater ici en Europe à cause d'une escalade russe. Les Européens n'en ont tout simplement pas les moyens.

#Glenn

Eh bien, aujourd'hui, nous sommes le 17. Les 18 et 19, l'Union européenne prendra une décision sur la manière de financer l'Ukraine. Quelle que soit la solution retenue, cela ne fera que renforcer leur engagement. Donc... non, je pense que nous allons droit au désastre. C'est assez déprimant. Il y a seulement quelques semaines, on aurait pu croire qu'une voie diplomatique était possible. Mais nous en sommes là. Comme toujours, nous terminons sur une note sombre. Merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#Gilbert Doctorow

Eh bien, merci.